



**NEWSLETTER Février 2026**

**Droit des Assurances - Compliance assurance et transport**



## DROIT DES ASSURANCES - JURISPRUDENCE

- **Preuve.** Si le juge ne peut fonder exclusivement sa décision sur un rapport d'expertise non judiciaire, même contradictoire, établi à la demande d'une partie, il en va différemment lorsque l'expertise a été diligentée en application du contrat conclu par les parties par un expert choisi d'un commun accord. **(Cass. 3eme civ. 8 janvier 2026 n°23-22.803)**
- **Perte de chance.** Il résulte de l'article 1382, devenu 1240, du code civil que constitue une perte de chance indemnisable la disparition actuelle et certaine d'une éventualité favorable, dès lors qu'elle est en lien de causalité direct avec la faute retenue. **(Cass. 2eme civ. 8 janvier 2026 n°23-23.161)**
- **Responsabilité des dirigeants.** Les décisions récentes illustrent la diversité des régimes de responsabilité des dirigeants selon la nature de la structure et du litige. En matière de procédures collectives, un dirigeant peut voir sa responsabilité engagée pour fautes de gestion ayant contribué à l'insuffisance d'actif, telles que le retard dans la déclaration de cessation des paiements, la poursuite d'une exploitation déficitaire ou des flux financiers injustifiés au sein d'un groupe, pouvant conduire à une condamnation pécuniaire et à une faillite personnelle **(T. com. Roanne, 7 janv. 2026 n° 2022L00003)**. À l'inverse, la cour d'appel peut infirmer une telle condamnation lorsque l'insuffisance d'actif ou les fautes reprochées ne sont pas établies au moment de la cessation des fonctions **(CA Paris, 7 janv. 2026 n° 24/09346)**. Par ailleurs, la responsabilité du dirigeant d'une association d'usagers, lorsque les faits invoqués ne sont pas détachables du service, relève de la compétence exclusive du juge administratif **(TJ Valence, 8 janv. 2026 n° 25/01258)**. Enfin, au niveau européen, la CJUE précise que l'action en responsabilité contre les dirigeants d'une société de jeux en ligne ne relève pas du droit des sociétés au sens du règlement Rome II et que le dommage subi par un joueur est localisé dans l'État de sa résidence habituelle **(CJUE, 15 janv. 2026 C-77/24)**.
- **Indemnisation.** Il résulte de l'article 1252, devenu 1346-3, du code civil, que la subrogation ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie et qu'il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel. **(Cass. 2eme civ., 18 décembre 2025, 23-14.395 23-18.764, Inédit)** Il résulte de l'article 1382, devenu 1240, du code civil que chacun des responsables d'un même dommage doit être condamné à le réparer en totalité, sans qu'il y ait lieu de tenir compte du partage des responsabilités auquel les juges du fond ont procédé entre les divers responsables, qui n'affecte que les rapports réciproques de ces derniers et non l'étendue de leurs obligations envers la partie lésée. **(Cass. 2eme civ., 18 décembre 2025, 23-21.748, Inédit)**

## DROIT DES ASSURANCES - REGLEMENTATION

### • **Droit de renonciation et démarchage téléphonique en assurance : une protection des assurés renforcée**

La réforme renforce le droit de renonciation : maintenu à 14 jours (et 30 jours en assurance-vie), il est prolongé jusqu'à un an et 14 jours en cas d'information contractuelle incomplète, et devient illimité si l'assuré n'a pas été informé de l'existence de ce droit. Pour les contrats en ligne, un bouton de renonciation gratuit et accessible est obligatoire. La renonciation au contrat principal entraîne automatiquement l'annulation des contrats accessoires sans frais. Les assurances affinitaires/complémentaires sont mieux encadrées, le délai de 30 jours ne s'appliquant qu'aux contrats d'au moins un mois.

**A compter du 11 août 2026, tout démarchage non sollicité est interdit.** Pour les appels sollicités, l'engagement du client n'est valable qu'après signature écrite ou électronique, l'accord oral est exclu. Les échanges précontractuels doivent être enregistrés et conservés deux ans. La réforme impose une transparence accrue (modèle type de renonciation, information précontractuelle renforcée, modalités claires de réclamation et d'accès à la renonciation) et durcit les sanctions, avec des amendes pouvant atteindre 75 000 € pour les personnes physiques et 375 000 € pour les personnes morales (ACPR, DGCCRF).

L'**entrée en vigueur** est échelonnée : **19 juin 2026** pour la généralisation des règles, **11 août 2026** pour l'interdiction du démarchage non sollicité, et **1er janvier 2027** pour l'obligation de signature écrite des ventes sollicitées. **(Ordonnance n° 2026-2 du 5 janvier 2025, Décret n° 2026-3 du 5 janvier 2025)**

## COMPLIANCE - JURISPRUDENCE

- **LCB-FT.** Les exigences nationales qui conditionnent la responsabilité d'une personne morale à la reconnaissance préalable d'une personne physique comme poursuivie sont contraires à la directive UE 2015/849 du 20 mai 2015, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, qui ne subordonne pas la responsabilité d'une entité assujettie à celle d'une personne physique. **(CJUE, n° C-291/24, Arrêt de la Cour, Steiermärkische Bank und Sparkassen AG e.a. contre Österreichische Finanzmarktaufsichtsbehörde (FMA), 29 janvier 2026)**
- **LCB-FT.** Il résulte de l'article R. 561-62 du code monétaire et financier que la décision par laquelle le président d'un tribunal ordonne à une société de déclarer au registre du commerce et des sociétés ses bénéficiaires effectifs n'est pas susceptible de recours. Il n'est dérogé à cette règle, comme à toute autre règle interdisant ou différant un recours, qu'en cas d'excès de pouvoir. Un mal jugé par erreur de droit ou de fait ne constitue pas un excès de pouvoir. **(Cass. com. formation restreinte n°2422.646)**
- **LCB-FT.** Une jurisprudence fournie au profit des banques démontre la maturité croissante des juridictions pour apprécier le périmètre du devoir de vigilance. **(TJ de Paris, Pcp jtj proxi fond, 15 janvier 2026, n° 25/01206 ; TJ de Valence, ChI contentieux general, 6 janvier 2026, n° 24/01212; CA Paris, Pôle 5 chambre 6, 21 janvier 2026, n° 24/00407 ; CA de Paris, Pôle 5 chambre 6, 14 janvier 2026, n° 23/18907 ; CA de Paris, Pôle 5 chambre 6, 14 janvier 2026, n° 24/09557; CA de Paris, Pôle 5 chambre 6, 14 janvier 2026, n° 23/19382).**

- **AMF. Sanctions du 20 janvier 2026.** La commission des sanctions reproche le caractère non efficace et opérationnel du dispositif d'externalisation des fonctions de la conformité, et des lacunes du dispositif de surveillance et de détection des abus de marché. Elle prononce à l'égard de la société Makor Securities Paris une sanction pécuniaire de 700 000 € ainsi qu'un avertissement, et à l'égard de son Président M. Yankel Hassan une sanction pécuniaire de 150 000 € ainsi qu'un avertissement.
- **CYBER. Sanctions de la CNIL.** Le 13 janvier 2026, les sociétés Free Mobile et Free ont été condamnées à des amendes respectives de 27 et 15 millions d'euros en raison de mesures de protection jugées insuffisantes pour les données de leurs abonnés. Le 22 janvier 2026, France Travail (ex-Pôle emploi) a été sanctionné à hauteur de 5 millions d'euros pour des défaillances similaires concernant les données des demandeurs d'emploi. La jurisprudence de la commission des sanctions de la CNIL insiste sur le fait qu'être la cible d'une cyberattaque ne dispense pas les organismes de mettre en œuvre des mesures de sécurité robustes, adaptées et régulièrement mises à jour pour protéger les systèmes d'information et les données personnelles.

## COMPLIANCE - REGLEMENTATION

- **SANCTIONS RUSSIE. 20ème paquet de sanctions UE.** Extension des sanctions contre la « flotte fantôme » avec l'ajout de 43 navires ; Restrictions renforcées sur l'acquisition, la maintenance et les services liés aux méthaniers et brise-glaces ; Complément à l'interdiction des importations de GNL prévue par le 19<sup>e</sup> paquet de sanctions et le règlement RepowerEU ; Ajout de 20 banques régionales russes à la liste des entités sanctionnées ; Mesures ciblant les cryptomonnaies, les entreprises et plateformes associées pour empêcher le contournement des sanctions ; Sanctions visant des banques de pays tiers impliquées dans le commerce de biens interdits ; Nouvelles restrictions à l'exportation vers la Russie sur des biens et services (caoutchouc, tracteurs, cybersécurité) pour plus de 360 M€ ; Nouvelles interdictions d'importation de métaux, produits chimiques et minéraux critiques pour plus de 570 M€ ; Restrictions accrues sur les produits et technologies liés à l'effort de guerre russe, notamment les matériaux pour explosifs ; Mise en place d'un quota sur l'ammoniac afin de plafonner les importations existantes.
- **SANCTIONS IRAN.** Les USA et l'UE renforcent les mesures de sanctions à l'encontre de hauts responsables iraniens, des Gardiens de la Révolution qualifiés d'"organisation terroriste", d'entités, personnes physiques et navires de la flotte fantôme liés au commerce illicite de pétrole, de produits pétroliers et de produits pétrochimiques iraniens. *(E.O. 13553 authorizes sanctions on certain persons with respect to serious human rights abuses by the Government of Iran; E.O. 13224, a counterterrorism authority; and E.O. 13902, which targets Iran's financial, petroleum, and petrochemical sectors).*

- **INFOGREFFE.** Le portail des divergences d'Infogreffe permet aux personnes et autorités habilitées ainsi qu'aux personnes assujetties par l'obligation de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme de signaler en ligne, au greffier du tribunal de commerce compétent, toute divergence relative aux bénéficiaires effectifs.
- **LCB-FT. Actualisation de la liste des pays à haut risque UE justifiant des mesures de vigilance renforcée.** Algérie, Angola, Bolivie, Cameroun, Cote d'Ivoire, Haiti, Iles vierges britanniques, Kenya, Laos, Liban, Monaco, Namibie, Népal, RDC, Sud Soudan, Syrie, Venezuela, Vietnam, Yemen, Birmanie, Corée du nord, Iran, Afghanistan, Russie, Vanuatu, Trinité et Tobago. **(Règlement n°2026/83 et 46 de décembre 2026 – prise d'effet 29 janvier 2026).**